



Table régionale des organismes communautaires  
en santé et services sociaux Centre-du-Québec / Mauricie

## COMMUNIQUÉ

Pour publication immédiate

### Augmentation du financement à la mission BRISONS LES TABOUS

**Trois-Rivières, le 14 septembre 2015** – La Table régionale des organismes communautaires Centre-du-Québec / Mauricie (TROC-CQM) tenait aujourd’hui une troisième manifestation dans le cadre de sa campagne de mobilisation. Une cinquantaine de manifestant-e-s fréquentant les organismes communautaires œuvrant en périnatalité, en orientation et identité sexuelles ainsi qu’en aide et en lutte contre les agressions à caractère sexuelles s’est rassemblée devant le bureau du député de Trois-Rivières et ministre responsable de la Mauricie, M. Jean-Denis Girard, pour exiger une augmentation du financement à la mission des groupes communautaires en santé et services sociaux.

C’est sous la thématique « Brisons les tabous » que les organismes communautaires ont manifesté. Pour l’occasion, les manifestant-e-s portaient un bandeau noir pour se cacher les yeux, la bouche et les oreilles, puis elles et ils l’ont jeté au sol démontrant la nécessité de mettre un terme à la banalisation, à la culpabilité et démontrer un plus grand respect et une plus grande acceptabilité sociale envers les gens vulnérables. L’argent versé actuellement aux organismes communautaires par le ministère de la Santé et des Services sociaux est insuffisant pour biser ces tabous.

Au moment où Josée Létourneau a eu recours aux services de **Maternaide du Québec**, organisme qui œuvre auprès des jeunes familles, les ressources financières étaient limitées. « Lorsque mon fils a été diagnostiqué autiste, Maternaide ne pouvait plus le prendre à la halte-garderie en raison du manque de financement, car mon garçon qui ne parle pas et ne comprend aucunes consignes aurait eu besoin d’une intervenante à lui tout seul. S’il y avait plus d’argent, Maternaide aurait pu engager un éducateur pour mon fils. Maternaide m’a quand même aidée en demandant à des étudiants en psychoéducation de s’occuper de mon fils en attendant qu’il soit référé. »

De son côté, Richard Senneville, président du conseil d’administration du **Groupe régional d’intervention sociale Mauricie/Centre-du-Québec (GRIS-MCQ)**, organisme qui favorise une meilleure connaissance des réalités homosexuelles et bisexuelles et facilite l’intégration des gais, lesbiennes, bisexuels et bisexuelles dans la société, la réalité financière est tout aussi préoccupante. « Sans un soutien financier adéquat, notre organisme doit composer avec des heures d’ouverture de bureaux réduites, des coupures de postes et donc de services. Par conséquent, les milieux jeunesse et scolaires peuvent difficilement recevoir nos interventions. Comment voulez-vous lutter contre l’intimidation dans une cour d’école si nous ne pouvons prévenir ou intervenir? »

Pour leur part, les centres d’aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuelles (**CALACS de Trois-Rivières, CALACS Entraïd’Action, CALACS La Passerelle**) constatent année après année qu’un nombre grandissant de femmes ont recours à leurs services. De plus, ces organismes qui viennent en aide à des femmes et à des adolescentes ayant vécu une agression à caractère sexuel en plus d’informer et de

sensibiliser la population à la problématique des agressions sexuelles, se voient référer davantage de cas par le réseau de la santé (les CSSS, les centres jeunesse, les centres hospitaliers et les centres de réadaptation en déficience intellectuelle), mais sans recevoir une augmentation de leur financement en contrepartie. Pour le réseau de la santé, et surtout pour ces femmes, les CALACS jouent un rôle essentiel. Ainsi, comme le témoigne Louise D, une utilisatrice du CALACS La Passerelle ayant subi de multiples agressions sexuelles et de la violence conjugale : « Aujourd'hui, après plusieurs démarches, je suis capable d'en parler et de marcher la tête haute. Sans le CALACS et les autres organismes communautaires, je ne peux imaginer ce que je serais devenue. »

### **Un gouvernement qui nous ignore**

Le bandeau noir apposé sur les yeux, la bouche et les oreilles voulait aussi signifier que le gouvernement ne veut pas nous voir, il ne veut pas nous écouter et il ne veut pas conclure une entente avec nous. À l'instar de son gouvernement, le ministre responsable de la Mauricie, M. Jean-Denis Girard, ne souhaite pas voir, écouter et discuter avec des jeunes familles en détresse, des jeunes intimidé-e-s et des femmes victimes de violences sexuelles. En effet, il nous a été impossible de le rencontrer, malgré deux demandes de rencontres adressées à son bureau.

Pour Renaud Beaudry, coordonnateur de la TROC-CQM, « le gouvernement joue à l'autruche avec le mouvement communautaire. Le fait que le député Girard ne nous accorde pas un entretien aujourd'hui le prouve, le gouvernement libéral n'en a que faire du communautaire. Pour ce gouvernement, le financement des organismes communautaires est un sujet tabou. »

### **Les chiffres**

Au courant de l'année 2014-2015, Maternaïde du Québec a rejoint **373 familles**. Pour GRIS-MCQ, c'est **2 994 jeunes** qui ont été joints. Finalement, c'est plus de **359 femmes** en Mauricie et au Centre-du-Québec qui ont eu recours à un service d'aide de l'un des trois CALACS cités.

### **Le communautaire, l'autre système de santé et de services sociaux**

Cette manifestation s'inscrit dans la campagne de la TROC-CQM lancée au printemps dernier : Le communautaire, l'autre système de santé et de services sociaux. Elle vise à convaincre le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Gaétan Barrette, et sa collègue la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique, Mme Lucie Charlebois, d'augmenter le financement des organismes communautaires et de convenir d'une entente.

### **La TROC-CQM**

La Table régionale des organismes communautaires Centre-du-Québec / Mauricie a été mise sur pied en 1992. Sa mission consiste à promouvoir et à représenter les organismes communautaires du grand secteur de la santé et des services sociaux de la région sociosanitaire Mauricie-et-Centre-du-Québec. La TROC-CQM compte 184 organisations membres.

- 30 -

#### Source :

François Landry, conseiller politique  
TROC-CQM  
Bureau : 819 371-5957  
Courriel : FrancoisL@troccqm.org

#### Renseignements :

Renaud Beaudry, coordonnateur  
TROC-CQM  
Bureau : 819 371-5957  
Courriel : RenaudB@troccqm.org